



FR

**CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE**

**ANNEXE 1**

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Madagascar pour 2024

**Document d'action Programme d'Appui au Développement Intégré en Périphérie des Aires Protégées (PADIPAP)**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement **IVCDCI – Europe dans le monde**.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'action

<b>1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base</b>	Programme d'Appui au Développement Intégré en Périphérie des Aires Protégées (PADIPAP) ACT-62347  Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI – Europe dans le monde)
<b>2. Initiative «Équipe Europe»</b>	Oui : TEI#Pacte vert à Madagascar
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée à l'endroit suivant : République de Madagascar
<b>4. Document de programmation</b>	Programme indicatif pluriannuel (PIP) 2021-2027, République de Madagascar
<b>5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés</b>	<p>Ce Programme contribue principalement au Domaine prioritaire 3 « Pacte vert », et notamment :</p> <p><b>OS1</b> : lutter contre la dégradation de l'environnement et conserver la biodiversité <b>R 1.1</b> : Les aires protégées terrestres et leurs zones périphériques sont aménagées et gérées de façon durable</p> <p><b>OS2</b> : augmenter les productions agricoles (agro-sylvo-pastoralisme et ressources halieutiques) en quantité, valeur et qualité, selon des pratiques soutenables <b>R 2.1</b> : Les paysages/bassins versants sont aménagés et exploités selon des pratiques agricoles durables <b>R 2.2</b> : Le capital ligneux des terroirs est augmenté (arborisation et gestion de feux) <b>R 2.3</b> : La création de revenus basés sur l'utilisation durable des ressources naturelles est développée</p> <p><b>OS3</b> : promouvoir de meilleures conditions de vie et des moyens d'existence pour les populations des terroirs ciblés. <b>R 3.2</b> : Les transferts de compétences et des capacités productives et entrepreneuriales sont promus, en vue de la création d'emplois décents</p>

	pour les diverses catégories de population (dont les femmes et les jeunes) <b>R 3.3 :</b> La résilience des populations et des systèmes de production face aux adversités est améliorée			
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>				
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	410 – environnement 310 – agriculture, sylviculture, pêche			
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal (1 uniquement) : ODD15 - Protéger, restaurer et promouvoir l'utilisation durable des écosystèmes terrestres, la gestion durable des forêts, lutte contre la désertification et stopper et inverser la dégradation des terres et la perte de la biodiversité. Autres ODD importants (jusqu'à 9) et, le cas échéant, cibles: ODD 1 : Éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde ODD 2 : Fin de la faim, réaliser la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable ODD 5 : Réaliser l'égalité du genre et l'autonomisation des femmes et des filles ODD 10 : Réduire les inégalités ODD 13 : Prendre des mesures urgentes pour lutter contre le changement climatique et ses impacts			
<b>8. a) Code(s) CAD</b>	43040 – Développement rural (50%) 31120 – Développement agricole (30%) 41010 – Politique de l'environnement et gestion administrative (20%)			
<b>8. b) Principal canal d'acheminement</b>	4000 – Organisations multilatérales 6000 – Institutions de Secteur Privé			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
<b>10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>11. Marqueurs internes et balises</b>	<b>Objectifs stratégiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	<p>Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14.020122</p> <p>Coût total estimé: 28 500 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE: 28 500 000 EUR</p> <p>Cette action est cofinancée en parallèle par le ministère fédéral allemand du développement et de la Coopération économique (BMZ), pour un montant de 11 000 000 EUR, dans le cadre du Projet d'Appui au Développement Durable et Intégré des Communautés et des Écosystèmes (PADDI+), mis en œuvre par la GIZ.</p> <p>L'action s'inscrit dans le cadre de la TEI « Pacte vert ». Effort auquel contribuent notamment l'Allemagne, la France et l'Union européenne (UE).</p> <p>Le montant indicatif global, indicatif estimé au moment de la présentation de cette action est de 551 190 000 EUR (contributions indicatives : Allemagne 197 750 000 EUR, France 112 000 000 EUR, UE 241 440 000 EUR).</p>			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Type de financement</b>	<b>Gestion directe par:</b>			

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Marchés publics</li> <li>- Subventions</li> </ul> <p><b>Gestion indirecte</b> avec entité à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.3</p>
--	--

## 1.2 Résumé de l'action

L'action « Programme d'Appui au Développement Intégré en Périphérie des Aires Protégées (PADIPAP) » s'inscrit dans le domaine prioritaire « Pacte vert » du PIP 2021-2027.

Elle s'inscrit aussi dans la TEI « Pacte vert - Croissance intégrée à travers une approche paysage de lutte contre la dégradation environnementale, l'adaptation au changement climatique et la préservation de la biodiversité » (UE, DE, FR, BEI), dont un des objectifs principaux est de lutter contre la dégradation de l'environnement et de conserver la biodiversité, tout en générant des emplois qui bénéficieront aux femmes et aux jeunes. En raison du manque de diversification économique et de la dépendance à l'égard de secteurs dépendants du climat, le pays reste vulnérable aux chocs, notamment aux cyclones, aux inondations et aux sécheresses. On estime que les chocs climatiques représentent environ 1% du PIB de Madagascar chaque année.

L'action reposera donc sur 3 composantes : (1) une composante de gestion durable et inclusive des ressources naturelles en périphéries des aires protégées (AP) incluant des mécanismes de suivi-évaluation écologique, l'intégration opérationnelle des outils de planification territoriale (PAG<sup>1</sup>, SAC<sup>2</sup>, PDL<sup>3</sup>) ; (2) une composante économie verte qui viendra soutenir les dynamiques de développement et d'exploitation durable des ressources naturelles en périphérie des AP, en boostant à la fois les productions vivrières et les productions de rentes au moyen de pratiques agroécologiques ; et (3) une composante institutionnelle qui soutiendra à la fois des réformes ciblées au niveau national et les mécanismes locaux de gestion, de coordination et de développement.

L'action viendra compléter les acquis du Programme RINDRA<sup>4</sup> en renforçant et accompagnant les institutions nationales et locales dans la mise en place de réformes souhaitées, dans des actions de coordination et de planification sectorielles.

Les aspects de gouvernance (environnementale et autre) seront également abordés, tant sur les actions dans les AP qu'autour de celles-ci. Toutes les actions locales devront également être coordonnées, spécifiquement pour chaque AP et à un niveau plus central également. La composante institutionnelle viendra en appui à cette coordination.

L'action vient compléter les activités de conservation, qui seront menées au sein des AP via le Plan d'Action Annuel (PAA) 2023 (action FAMINDRA)<sup>5</sup>, par des activités en matière de gestion et d'exploitation durable des ressources naturelles et des écosystèmes, et des activités de développement économique porteuses et respectueuses de l'environnement en périphérie des AP. Ces deux actions permettront la réplication de l'approche paysage développée et soutenue par l'initiative NaturAfrica, et qui repose sur le tryptique Conservation – Gouvernance – Economie verte, en considérant que le PADIPAP se concentrera essentiellement sur les aspects de gestion environnementale, de gouvernance (appui aux collectivités territoriales décentralisées et aux services techniques déconcentrés), et de création d'emplois verts par le biais d'accompagnement des dynamiques locales et communautaires en matière de mise en valeur et d'exploitation durable des ressources naturelles agro-sylvo-pastorales et halieutiques.

## 1.3 Zone bénéficiant de l'action

L'action est réalisée dans la République de Madagascar inclus dans la liste des bénéficiaires de l'APD.

<sup>1</sup> Plan d'Aménagement et de Gestion

<sup>2</sup> Schéma d'Aménagement Communal

<sup>3</sup> Plan de Développement Local

<sup>4</sup> Programme de renforcement institutionnel vers le développement de la résilience agricole

<sup>5</sup> Faritra Arovana Mirindra - Aires Protégées gérées de façon harmonieuse – FAMINDRA

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

Cette action est en cohérence avec le **Consensus Européen pour Développement** et le **Global Gateway**, dont le premier résultat est le paquet d'investissement Afrique-Europe, axé sur les investissements durables dans les infrastructures (numérique, énergie, transports), la santé, l'éducation et les compétences, ainsi que le **changement climatique** et l'**environnement**. Il vise à stimuler les investissements publics et privés pour **créer une croissance durable et des emplois** pour la population croissante des jeunes africains.

L'action contribue essentiellement à l'atteinte de l'ODD 15 (préservation des écosystèmes terrestres), mais aussi aux ODD 1 (éliminer la pauvreté), ODD 2 (faim zéro), ODD 5 (égalité des sexes) et ODD 13 (la lutte contre le changement climatique). Elle s'inscrit en tout point dans les priorités du **Pacte vert européen** : (1) « **de la ferme à la table** » : construire un système alimentaire juste, sain et respectueux de l'environnement – développement de chaînes de valeur respectueuses et pourvoyeuses d'emplois verts par le biais de pratiques culturelles durables (agroécologie, agriculture intelligente face au climat) ; (2) « **préserver et rétablir les écosystèmes et la biodiversité** » : lutte contre la déforestation et le commerce illicite (faune et flore), renforcement de la gouvernance dans et autour des forêts, des parcs et des réserves, gestion durable des terres ; (3) « **ambition climatique** » : accompagner nos partenaires dans leurs efforts en matière de mitigation et d'adaptation (soutien dans la mise en œuvre des Contributions Déterminées Nationales).

On estime que les ressources naturelles renouvelables (terres agricoles, pâturages et les AP) représentent 92 % de la valeur totale du stock de capital naturel de Madagascar en 2014 (Programme WAVES, 2014<sup>6</sup>). Ce capital connaît cependant une détérioration alarmante : Madagascar a perdu près de la moitié de ses forêts en 50 ans et le phénomène s'accélère : 3,27 millions d'hectares de forêt ont disparu entre 2013 et 2017, faisant de Madagascar le 4<sup>ème</sup> pays au monde en **perte de couverture arborée**. A cette accélération en termes de superficies, confirmé en 2022 avec une recrudescence des incendies de forêts, s'ajoutent les effets du trafic illégal de bois précieux écrémant les forêts naturelles et les trafics de faune sauvage, générant des déséquilibres importants sur les écosystèmes et à l'origine de l'extinction de nombreuses espèces endémiques, dont une large part non encore identifiée par la communauté scientifique.

La biodiversité de Madagascar et la reconnaissance de ses produits de niche offrent également un **potentiel de développement de chaînes de valeur vertes** (agriculture biologique, produits de terroir, miel, épices, cacao, etc.) sur le plan des échanges commerciaux. A l'échelle locale, les services écosystémiques fournis par les forêts et les AP à Madagascar garantissent la durabilité du socle productif, notamment pour la fourniture en eau, et pour l'agriculture, qui constitue encore l'activité principale pour plus de 70 % de la population rurale.

À Madagascar, 80,5% des femmes vivent dans des zones rurales. Cependant, l'accès aux ressources naturelles – qui passe entre autre par la collecte de bois pour la cuisine et la collecte de l'eau – ainsi que la capacité des femmes à répondre aux besoins de subsistance de foyer se trouvent entravés par la déforestation et les catastrophes climatiques régulières affectant l'île. En outre, la faible connaissance des femmes concernant les conséquences des phénomènes climatiques sur leur activité, les rend davantage vulnérables à ces changements<sup>7</sup>.

Tant les thématiques de l'action que les zones d'intervention (périphéries des AP) constituent une opportunité pour accompagner les acteurs locaux (autorités, communauté, opérateurs économiques/secteur privé) concernant le nouveau **règlement européen sur les produits sans déforestation** (EUDR<sup>8</sup>), que ce soit en matière de déclaration de diligence raisonnée de la part des opérateurs, ou de législation pour les autorités.

L'action est aussi en adéquation avec la **Politique Générale de l'Etat** qui prévoit, à travers ses piliers « industrialisation et transformation économique » et « gouvernance, l'amélioration de la productivité agricole (promotion de nouvelles méthodes de production, sécurisation foncière, amélioration des circuits de commercialisation des produits agricoles) ; La décentralisation avec la territorialisation des politiques publiques ; Les défis climatiques et la protection de l'environnement (principe de développement durable, reforestation et protection des forêts naturelles) en intégrant les perspectives de genre. Cette action s'inscrit dans : la CPDN<sup>9</sup> de Madagascar, le Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNA) qui préconise les modèles intégrés

<sup>6</sup> <https://mg.chm-cbd.net/objectifs-d-aichi/strategie/objectif-2/informations-nationales/programme-waves/waves-policy-note-madagascar.pdf>

<sup>7</sup> [Le rôle des femmes malgaches dans l'éducation relative à l'environnement \(ERE\), Institut du Genre en géopolitique, Juin 2023](#)

<sup>8</sup> European Union Deforestation Regulation

<sup>9</sup> Contribution Prévue Déterminée au Niveau National

d'agricultures résilientes (MIAR); la Stratégie nationale REDD+ (2018), qui vise à lutter contre le réchauffement climatique en améliorant les conditions de vie de la population et souligne le choix de l'approche paysage et la décentralisation de la gestion comme socles du développement économique. Ce programme s'intègre à la décision de l'Union Africaine d'étendre le projet de la **Grande muraille verte** aux pays de l'Afrique australe (SADC *strategy for the implementation of the Great Green Wall initiative*<sup>10</sup>), dont Madagascar qui développe en ce moment son Plan d'action National en vue de sa mise en œuvre. De même, à travers l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, Madagascar a pris l'engagement de promouvoir l'intégration régionale, l'inclusion sociale, l'égalité entre homme et femme, etc<sup>11</sup>.

L'action est un excellent exemple de **Team Europe**. Elle sera complémentaire à celle du PAA 2022<sup>12</sup> (Pacte vert - Talaky Be avec AFD<sup>13</sup>), et du PAA 2023<sup>14</sup> (*Fondation des aires protégées et de la Biodiversité à Madagascar – FAMINDRA avec KfW*), dans la mesure où l'action viendra agir en périphérie des AP (Marolambo, Midongy du Sud, Andohahela, Ankarafantsika, Ankarana, Analamerana et Montagne d'Ambre) en y renforçant les mécanismes de gouvernance et les dynamiques locales de développement durable. Cette proposition valorisera les acquis des actions passées, particulièrement en termes de sécurité alimentaire et de développement rural (Programmes AFAFI<sup>15</sup>-Nord, -Centre et -Sud), d'appui institutionnel (Programme RINDRA<sup>16</sup>-UE), de gestion durable des ressources naturelles y compris de la biodiversité (TALAKY-FR), de lutte antiérosive (PLAE-DE) et de mise à l'échelle de pratiques agricoles durables (agroécologie, gestion durable des terres, agroforesterie, approches paysages, protection des bassins versants, etc.) promues à travers différents projets (PAGE-DE, Forest4Future-DE, ProSol-DE, etc.). Le PADIPAP sera également complémentaire avec l'action « Compétences pour Tou-te-s » qui promeut, entre autres, l'égalité de genre et les emplois décents.

Finalement, l'action est alignée avec le Plan d'Action de Genre (PAG) III, essentiellement via deux de ces principaux domaines d'engagements thématiques : « renforcer les droits économiques et sociaux et autonomiser les filles et les femmes » et « relever les défis et exploiter les opportunités offertes par la transition écologique et la transformation numérique »<sup>17</sup>. De même, le CLIP réalisé par la Délégation Européenne de Madagascar établit en tant que priorité (domaine thématique d'engagement) : relever les défis et exploiter les opportunités offertes par la transition verte et la transformation numérique. En ce qui concerne la transition verte, il établit en tant qu'objectif thématique général : 'Les femmes, dans toute leur diversité, influencent les processus de prise de décision relatifs aux politiques et aux actions ayant trait à la protection de l'environnement et au changement climatique'.

Concernant le champ d'application de la coopération économique et de la coopération au développement dans le cadre de l'APE, l'action PADIPAP prévoit l'intégration des questions environnementales dans le commerce et le développement, l'intégration des questions d'égalité entre hommes et femmes, de ressources naturelles et d'environnement, y compris les ressources en eau et la biodiversité.

## 2.2 Analyse des problèmes

### Brève analyse des problèmes:

L'environnement, l'agriculture et le développement rural constituent les 3 composantes du domaine prioritaire « Pacte vert » du PIM, et celui-ci constitue le socle de l'économie nationale avec un secteur agricole qui contribue à plus de 24% du PIB et emploie 83% des ménages, dont 73,5% en milieu rural. Pourtant, Madagascar est caractérisé par une faible productivité agricole, une paupérisation persistante et continue de sa population, et une forte pression sur ses ressources naturelles (forêts) pour l'extension des terres cultivables et des zones de pâturage, ou l'exploitation du bois. En effet, Madagascar est le seul pays qui affiche un PIB par habitant comparable à celui des années 1960, même si on le compare à l'ensemble des pays à faible revenu. Et en raison du manque de diversification économique et de la dépendance à l'égard de secteurs dépendants du climat, le pays reste vulnérable aux chocs, notamment aux cyclones, aux inondations et aux sécheresses. On estime que les chocs climatiques représentent environ 1% du PIB de Madagascar chaque année, provoquant d'importantes perturbations de la

<sup>10</sup> <https://leap.unep.org/en/countries/national-legislation/sadc-strategy-implementation-great-green-wall-initiative-ggwi>

<sup>11</sup> [L'Afrique en mouvement, Ministère des Affaires étrangères, 2022](#)

<sup>12</sup> [https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/a0c917a4-b757-40c9-a71a-f8001db70d9d\\_fr\\_fichier\\_C\\_2022\\_9485\\_F1\\_ANNEX\\_FR\\_V1\\_P1\\_2390470.PDF](https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/a0c917a4-b757-40c9-a71a-f8001db70d9d_fr_fichier_C_2022_9485_F1_ANNEX_FR_V1_P1_2390470.PDF)

<sup>13</sup> Talaky Be - Adaptation de l'agriculture au changement climatique et renforcement de la résilience des communautés rurales du sud-est de Madagascar

<sup>14</sup> [https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/download/fc4bf853-bff6-4aa5-974b-cc26c0d03698\\_fr?filename=aap-2023-c2023-9075-madagascar\\_fr.zip&prefLang=en](https://international-partnerships.ec.europa.eu/document/download/fc4bf853-bff6-4aa5-974b-cc26c0d03698_fr?filename=aap-2023-c2023-9075-madagascar_fr.zip&prefLang=en)

<sup>15</sup> Appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives

<sup>16</sup> Renforcement institutionnel vers le développement de la résilience agricole

<sup>17</sup> Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, Plan d'Action de L'union Européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III), référence JOIN(2020) 17 final, 21.11.202

connectivité, tout en affectant de manière disproportionnée les moyens de subsistance ruraux et dépendants de l'agriculture <sup>(18)</sup>. L'action contribuera au renforcement de l'équilibre entre le développement, la diversification des revenus (productions agro-sylvo-pastorales et création d'emplois verts) et la protection de l'environnement à travers la mise en place de pratiques agricoles durables (agroécologie, AIC<sup>19</sup>, etc.), tout en accompagnant les réformes institutionnelles nécessaires ainsi que les mécanismes de gouvernance locale et en intégrant une perspective de genre, ainsi qu'une approche basée sur les droits et les principes d'inclusions.

D'un point de vue socio-économique, la dégradation des sols, le tarissement des sources et la disparition de la biodiversité et du couvert forestier impacteraient directement les communautés riveraines, et seraient à l'origine de vagues de migrations vers d'autres AP et de conflits territoriaux. L'action contribuerait à limiter ces impacts et de réduire les inégalités internes au pays, qui est actuellement en défaveur du Sud-est et du Grand Sud. En effet, la gestion et l'exploitation durable des ressources naturelles en périphérie des AP permettraient (outre la meilleure protection des aires de conservation et la meilleure gestion des services écosystémiques rendus) d'installer une dynamique de développement socio-économique créatrice d'emplois verts (agriculture, élevage, sylviculture, artisanat, services écotouristiques, etc.) autour des AP terrestres ciblées, avec l'ambition de répliquer ou de transposition des modèles développés. Les femmes et les groupes marginalisés sont plus affectés par le changement climatique, et ce de manières disproportionnées, en raison de leur grande dépendance aux ressources naturelles et de divers facteurs culturels, politiques, juridique et socio-économiques.

**Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:**

Le ministère de l'environnement et du développement durable : en charge de l'élaboration et du suivi de la politique et des stratégies en matière d'environnement, et du suivi des conventions internationales.

Le ministère de l'agriculture et de l'élevage : concevoir, mettre en œuvre et coordonner les stratégies dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage.

Le ministère de la pêche et de l'économie bleue : suivre et coordonner les politiques publiques pour promouvoir le secteur de la pêche et de l'aquaculture afin de soutenir la croissance économique et de répondre aux besoins alimentaires de la population.

Le ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation : en charge notamment du foncier.

Les services techniques déconcentrés desdits ministères.

La FAPBM<sup>20</sup>, MNP<sup>21</sup>, les délégataires de gestion des AP, les prestataires de services, etc.

Les collectivités territoriales décentralisées : impliquées et responsabilisées dans la gestion locale des politiques sectorielles.

Les communautés locales, notamment à travers les communautés riveraines, les structures de cogestion et les entités telles que les COBA (communautés de base) institués par la loi GELOSE.

Opérateurs économique/secteur privé : pourvoyeurs d'emplois et de dynamiques économiques.

OSC<sup>22</sup>, réseaux et organes citoyens (FARM<sup>23</sup>, Kalony / Jado, Dina, etc.) : défense des droits, genre et inclusion, surveillance villageoise, gouvernance.

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est de soutenir le développement intégré et durable des écosystèmes et des communautés vivant en périphérie des aires protégées.

Les objectifs spécifiques de cette action sont:

**OS1 : Renforcer les systèmes de gestion des services écosystémiques rendus par les aires protégées et leur périphérie.**

**OS2 : Renforcer la durabilité et l'inclusivité en matière d'aménagement du territoire et d'exploitation des ressources naturelles en périphérie des aires protégées.**

<sup>18</sup> Etude Banque Mondiale (non monetary poverty in Madagascar – challenges and policy priorities for poverty reduction / 2023)

<sup>19</sup> Agriculture Intelligente face au Climat

<sup>20</sup> Fondation pour les Aires Protégées et la Biodiversité de Madagascar

<sup>21</sup> Madagascar National Parks

<sup>22</sup> Organisation de la Société Civile

<sup>23</sup> Femmes en Action Rurale de Madagascar

### **OS3 : Renforcer le cadre institutionnel en termes de gestion concertée des écosystèmes et de développement durable en périphérie des aires protégées.**

Les produits à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants:

*Pour l'OS 1 : Renforcer les systèmes de gestion des services écosystémiques rendus par les aires protégées et leur périphérie.*

1.1 La gestion des services écosystémiques rendus par les aires protégées et leur périphérie est améliorée.

1.2. La gouvernance environnementale décentralisée en périphérie des aires protégées est renforcée et rendue plus inclusive.

*Pour l'OS2 : Renforcer la durabilité et l'inclusivité en matière d'aménagement du territoire et d'exploitation des ressources naturelles en périphérie des aires protégées.*

2.1. Le développement durable des paysages productifs dans les communes partenaires est renforcé.

2.2. Des emplois verts sont créés à travers la gestion et l'exploitation durable des ressources naturelles en périphérie des aires protégées, avec une attention particulière pour les jeunes et les femmes.

*Pour l'OS3 : Renforcer le cadre institutionnel en termes de gestion concertée des écosystèmes et de développement durable en périphérie des aires protégées.*

3.1 Les réformes utiles à une meilleure gestion des aires protégées et surtout de leur périphérie sont identifiées et soutenues par l'action.

3.2 Les capacités des acteurs locaux concernés par les enjeux de gestion des périphéries des aires protégées sont renforcées et des actions adéquates sont entreprises et coordonnées.

## **3.2 Activités indicatives**

Les blocs d'activités indiqués sont définis en cohérence avec les autres actions mises en dans les mêmes secteurs et régions par l'Union européenne, les Etats membres et les autres de partenaires techniques et financiers. Des études diagnostiques seront réalisées au démarrage de l'action, elles permettront de mieux déterminer les potentialités et les obstacles en matière de gouvernance locale et développement durable et inclusif.

Activités liées au produit 1.1 : Appui-conseil des acteurs locaux, des régions et des services déconcentrés en matière de services écosystémiques ; Développement d'un outil d'intégration opérationnelle des plans d'aménagements existants ; Appui-conseil des acteurs sur le suivi des écosystèmes et leur rapport avec le développement socio-économique différencié selon le genre ; Identification des mesures prioritaires pour le développement durable et intégré des paysages productifs en périphérie des AP, en incorporant une perspective de genre et d'inclusion ; etc.

Activités liées au produit 1.2 : Renforcement des capacités des communautés en matière de gouvernance environnementale ; Appui-conseil des acteurs des plateformes régionales en matière de coordination et de prise de décision ; Appui-conseil des régions, des communes et de MNP sur l'implication active des communautés locales dans la gestion des AP et de leurs périphéries ; etc.

Activités liées au produit 2.1 : Appui-conseil des acteurs communaux sur le développement durable des paysages productifs en périphérie des AP ; Appui-conseil des producteurs (hommes et femmes) sur l'application de pratiques durables (ex. agroécologie et agroforesterie) pour la mise en valeur efficiente des paysages productifs ; Reboisement, pare-feux ; Appui-conseil des communes, de la population et de MNP sur la mise en œuvre de mesures conjointes de prévention et de lutte contre les feux de brousse ; Renforcement des capacités des communes dans la facilitation des procédures de sécurisation des paysages productifs ; etc.

Activités liées au produit 2.2 : Réalisation d'études (filères agro-sylvo-pastorales et halieutiques, employabilité, etc.) ; formations et renforcement des capacités des communautés, des collectivités territoriales et des opérateurs économiques (développement de système de marché, techniques culturelles, valorisation des PFNL<sup>24</sup>, *farmer business school*) ; réalisation de travaux d'aménagement rémunérés pour restaurer les capacités productives des paysages en périphérie des AP ; valorisation des productions agro-sylvo-pastorales à travers une approche chaîne de valeur en partenariat avec le secteur privé ; diversification des opportunités de développement (AGR) ; etc.

<sup>24</sup> Produits Forestiers Non Ligneux

**Activités liées au produit 3.1 :** Identification des changements institutionnels à apporter pour une meilleure gestion des périphéries, recherche et mobilisation d'expertise, accompagnement des changements nécessaires, appuis divers au niveau central, formations et renforcement des capacités des ministères techniques (MEDD, MinAE, MPEB) ; appuis aux plateformes de coordination stratégique sectorielles (PCS-ENV, PCS-DR), etc.

**Activités liées au produit 3.2 :** Identification conjointe des changements institutionnels locaux à apporter pour une meilleure gestion des zones périphériques, recherche et mobilisation d'expertise, appuis divers ciblés, formations et renforcement des capacités DRT<sup>25</sup> et des acteurs locaux ; appuis, formations et renforcement des capacités des collectivités territoriales (maîtrise d'ouvrage communale) ; appuis à la mise en place des et aux dispositifs locaux/régionaux de coordination, etc.

A sein des produits liés aux OS1 et OS2, l'action prévoira une enveloppe d'urgence mobilisable en vue de faire face aux dégâts potentiels liés à des catastrophes naturelles, notamment post cycloniques. Ces fonds pourront être utilisés comme un mécanisme de réponse rapide face aux chocs et crises qui surviendraient dans la zone d'intervention de l'action, et seront réalloués aux activités structurantes de l'action s'ils n'étaient pas mobilisés.

La contribution de l'UE à l'initiative «Équipe Europe», à laquelle cette action se réfère, sera complétée par d'autres contributions des membres de l'«Équipe Europe». Elle est soumise à la confirmation formelle de la contribution significative de chaque membre respectif dans les meilleurs délais. Si les initiatives «Équipe Europe» et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE peut se poursuivre en dehors du cadre d'une initiative «Équipe Europe».

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

**Résultats de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES)** (pertinents pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique)

Ce projet ayant pour objectif principal la gestion durable des écosystèmes et des ressources naturelles, il ressort de l'examen préalable de l'évaluation environnementale stratégique (EES) qu'aucune autre action n'était requise.

**Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

**Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

Il ressort de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) que cette action est de risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

#### **Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'action adoptera une approche basée sur le genre tout au long du cycle de conception et de mise en œuvre, et inclura des indicateurs genrés dans sa logique d'intervention. L'action est alignée avec les objectifs de l'UE Gender Equality Strategy (2020-2025) et le Country Level Implementation Plan (CLIP) of the Gender Action Plan (GAP) III (2021-2025)<sup>26</sup>. L'action contribue notamment au domaine thématique « Promouvoir les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes », ainsi comme à « Relever les défis et exploiter les opportunités offertes par la transition écologique et la transformation numérique » du PAG III.

Le partenaire de mise en œuvre adossera au PADIPAP un projet genre (WE4R<sup>27</sup>) qui s'appuiera sur l'approche 3R (*rights, resources, representation*), afin d'accroître la résilience des femmes en milieu rural, et plus particulièrement dans le cadre des ressources foncières. Il s'agira entre autres de : i) renforcer la participation des femmes au processus décisionnel, ii) favoriser la création d'activités génératrices de revenus pour les femmes et de ii) supporter la sécurisation des droits fonciers des femmes. Une analyse genre sera réalisée au démarrage du

<sup>25</sup> Directions Régionales Techniques

<sup>26</sup> [join-2020-17-final\\_en.pdf \(europa.eu\)](#)

<sup>27</sup> Women Empowerment for Resilient Rural Areas

projet mettant en exergue les potentiels et savoir-faire des femmes en matière de pratiques de gestion et d'exploitation durable des ressources naturelles ainsi que les impacts que pourraient avoir le programme sur leurs conditions de vie et activités vivrières et économiques. Cela permettra d'identifier les points pertinents d'entrée afin de garantir que le projet intègre la perspective de genre et qu'il participe à répondre à leurs besoins mais également à leur autonomisation et à la valorisation de leur rôle relatif à la gestion et à la protection de l'environnement.

---

### **Droits de l'homme**

L'action intègre une approche basée sur les droits humains dans l'ensemble de ses résultats et promeut l'application de tous les droits humains de manière égale, de même que l'inclusion et la participation de toutes les parties prenantes du programme dans le processus de planification et de mise en œuvre. En outre, l'action s'alignera sur les objectifs définis dans le « Plan d'action de l'UE pour les droits de l'Homme et la démocratie (2020-2024) »<sup>28</sup>, ainsi que sur la « Résolution sur les droits de l'Homme et la corruption dans les pays tiers » adoptée par le Parlement européen en 2021, qui appelle à intégrer la lutte contre la corruption dans son programme en matière de Droits de l'homme.

L'action contribue à la promotion des droits des populations des communautés appuyées en ce qui concerne l'accès aux/et la gestion des ressources naturelles (eau, foncier) et l'accès à un environnement sain, au renforcement de leurs capacités de résilience et d'autonomie, la non-discrimination. De plus, l'action suivra le principe de ne laisser personne de côté ("*Leave no one behind*") en contribuant à mettre fin aux discriminations et à l'exclusion, ainsi que « Ne pas nuire » (éviter d'exposer les personnes impliquées à des risques supplémentaires par l'action). L'action mettra en place un système pour recevoir et faciliter la résolution des préoccupations et des griefs des parties prenantes concernant la performance sociale du projet.

---

### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cela implique que l'action abordera une stratégie de mise en œuvre basée sur les principes de l'inclusivité, sans pour autant cibler les personnes souffrants d'invalidités ou de handicaps. Une attention particulière sera cependant accordée pour favoriser la participation des personnes en situation de handicap dans les activités.

---

### **Réduction des inégalités**

Conformément aux codes du CAD sur les inégalités de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention I0. Dans un pays où près de 83% de la population vit en milieu rural et avec un taux de pauvreté de l'ordre de 75% de la population<sup>29</sup>, l'action touchera des communautés qui seront pour la plupart dépourvues et marginalisées, d'autant que celle-ci qui se déroulera dans des zones rurales généralement enclavées. Dès lors, il n'est pas prévu de cibler les plus pauvres parmi les pauvres mais plutôt de travailler de manière inclusive et indifférenciée avec les forces vives en présence, tout en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes.

---

### **Démocratie**

Cette action s'appuiera sur- et appuiera les instances locales de gouvernances (collectivités territoriales), tout en renforçant les mécanismes communautaires, permettant ainsi de rapprocher administrés et administrations. Les mesures qui seront mises en place visent au renforcement de la gouvernance environnementale décentralisée par le biais de l'intégration de décisions des Comité d'Orientations et de Soutien des aires protégées (COSAP) portant sur le développement des communautés riveraines dans les plans de travail des communes. De la même manière, les collectivités territoriales (communes) mettront en œuvre des mesures prioritaires visant au contrôle de l'exploitation des ressources naturelles, la préservation des AP, la protection des bassins versants, la promotion de pratiques durables (agriculture, élevage et sylviculture), l'engagement communautaire et la restauration des paysages. Ces mesures, qui seront le fruit de concertations avec les communautés riveraines des AP, permettront également le développement durable de paysages productifs au profit des populations (individus, groupements, coopératives, secteur privé, ...).

---

### **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

<sup>28</sup> [eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52020JC0005](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52020JC0005)

<sup>29</sup> <https://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/overview>

L'action viendra compléter les dispositifs déjà soutenus par l'action FAMINDRA/AAP2023 (« conclusion de conventions de gestion communautaire » constitués par des accords entre le gestionnaire d'une aire protégée et les communautés locales définissant l'exercice des activités économiques, culturelles et coutumières et les modalités d'intervention des communautés dans la gestion de l'aire protégée ; « la conclusion de diverses conventions pour la mise en œuvre et le suivi des programmes de gestion », incluant les activités d'identification et de déploiement d'AGR, etc.) et qui seront étendus en périphérie des AP. On s'appuiera également sur la conception et la mise en œuvre des « *dina* » (convention locale ou réglementation coutumière validée par une structure administrative ayant pouvoir de contrôle de légalité), dont des améliorations en termes d'inclusivité – dont de genre, ont été abordés dans des projets antérieurs<sup>30</sup>. Les résultats sous-tendus par cette action concourront à accroître la résilience environnementale et climatique des zones visées, mais également la résilience socio-économique des communautés.

### Réduction des risques de catastrophes

La composante de prévention, de gestion, d'atténuation et de réponse aux risques et aux catastrophes est assurée par l'action du Pacte vert dans le Grand Sud en cours. La présente action ne se focalise ainsi pas sur ce volet, à l'exception des aspects de résiliences environnementales et communautaires, et de la lutte contre les feux.

### Autres considérations, le cas échéant

Néant

## 3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)	Impact (élevé/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
Environnement externe	Poursuite de l'inflation liée au contexte global et la guerre d'agression de la Russie contre Ukraine	<b>M</b>	<b>M</b>	Enveloppe globale dédiée aux diverses composantes du programme suffisante, mutualisation des moyens par l'approche Team Europe.
Politique et institutionnel	Modification des visions stratégiques à l'échelle nationale/locale en défaveur de la politique de conservation, de gestion et d'exploitation des ressources naturelles.	<b>F</b>	<b>E</b>	Maintien des dialogues politiques et sectoriels (plateformes de coordination de PTF, Team Europe et/ou en bilatéral). Renforcement du suivi et de la concertation des partenaires impliqués.
	Entrave aux dispositifs en matière de décentralisation / déconcentration (diminution des crédits délégués, etc.).	<b>F</b>	<b>E</b>	Maintien des dialogues politiques et sectoriels (plateformes de coordination de PTF, Team Europe et/ou en bilatéral). Renforcement du suivi et de la concertation des partenaires impliqués.
Mise en œuvre de l'action	Vision stratégique divergente entre ministères sectoriels (MEDD, MINAE, MPEB, MDAT <sup>31</sup> ) sur les objectifs de l'action.	<b>F</b>	<b>M</b>	Dialogues et plaidoyers au niveau politique et stratégique (bilatéral ou via les plateformes de partenaires techniques et financiers).

<sup>30</sup> <https://www.swm-programme.info/en/legal-hub/madagascar/preconditions>

<sup>31</sup> Ministère de l'environnement et du développement durable, ministère de l'agriculture et de l'élevage, ministère de la Pêche et de l'Economie Bleue, Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire

	Appauvrissement global des populations, rehaussant les pressions sur les AP.	<b>M</b>	<b>E</b>	Renforcement des financements de micro-projets, d'investissements et d'activités notamment sur la gestion durable et l'exploitation des ressources naturelles en périphérie des AP.
	Difficulté de mobilisation des ressources humaines en quantité et qualité sur le terrain.	<b>F</b>	<b>E</b>	Identification et ciblage des partenaires en amont des activités, et renforcement des capacités des acteurs (communautés, producteurs, autorités locales, services techniques déconcentrés, ...)
	La faible participation des femmes pour des multiples raisons, notamment les coutumes, les normes sexistes préjudiciables, les cadres juridiques et les mécanismes de protection inadéquats, le faible accès à l'éducation et les droits et pratiques en matière de propriété foncière.	<b>M</b>	<b>F</b>	Adoption d'une stratégie de mise en œuvre ciblée vers les femmes et les jeunes, espaces de dialogues et intermédiation sociale. Les groupes et réseaux de femmes feront partie des groupes consultés, ce qui renforcera la participation des femmes à la prise de décision, à la planification et à l'accès aux opportunités économiques et de formation.
Égalité de genre	Une analyse de contexte et de problèmes qui ignore le genre, neutre ou négative pourrait renforcer les inégalités de genre existantes et entraver la réalisation des droits humains dans le secteur, tout en compromettant l'efficacité et la durabilité de l'action.	Moyenne	Moyen	Les connaissances et les outils de l'intégration de la dimension de genre sont disponibles.  Un suivi sensible au genre sont utilisés.  L'intégration de la dimension de genre est appliquée à toutes les phases des services de soutien.

#### Enseignements tirés:

L'action capitalisera notamment sur les leçons apprises des programmes AFAFIs (Nord/Sud/Centre), du Programme ASA<sup>32</sup>, du Programme ASARA<sup>33</sup>, du Programme RINDRA.

- Les principes acquis en matière de production durable (AE<sup>34</sup>, GDT<sup>35</sup>) et la dynamique actuelle qui tend à démontrer une bonne appropriation du concept et de ses principes, mais avec une mise en œuvre individuelle et parcellaire (vs mise à l'échelle de masse et collective).
- Screening et mise en place de synergies et/ou de complémentarités dès le début de l'action (étude préalable par zone), afin de mutualiser les moyens, de coordonner les actions/activités et accroître les impacts.
- Un ancrage local des actions afin d'en accroître l'appropriation et la durabilité par le biais des autorités locales (collectivités et services techniques), des communautés et des acteurs économiques en présence.
- La vulnérabilité de la Grande île aux effets du Changement Climatique n'est plus à démontrer. Selon le GIEC<sup>36</sup>, au cours de la dernière décennie, alors que les modèles climatiques dans le sud de l'Océan Indien ont changé, des régions de Madagascar peu habituées aux tempêtes ont été prises au dépourvu. Les tempêtes et les

<sup>32</sup> Appui à l'agro-sylviculture autour d'Antana – 10<sup>ème</sup> FED

<sup>33</sup> Amélioration de la sécurité alimentaire et augmentation des revenus agricoles – 10<sup>ème</sup> FED

<sup>34</sup> Agroécologie

<sup>35</sup> Gestion durable des terres

<sup>36</sup> Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat

inondations qui en résultent sont également devenues plus intenses et la déforestation a rendu l'arrière-pays de l'île plus vulnérable. La population de Madagascar et ses écosystèmes uniques sont menacés en raison de leur vulnérabilité aux modèles climatiques actuels et futurs.

- La nécessité d'avoir les capacités à intervenir rapidement dans les AP et leurs périphéries lorsqu'elles sont menacées, surtout par les des feux incontrôlés ou d'autres chocs de grande ampleur. Cela doit venir en plus des actions de prévention déjà prévues ou menées au sein des AP (pare-feux, sensibilisations, etc.). Plus de 100 000 ha de forêts disparaissent annuellement à Madagascar en raison de feux.
- L'importance de soutenir les dynamiques de développement en périphérie des AP afin de compenser économiquement les interdictions de prélèvements illicites à l'intérieur de celles-ci (et les manques à gagner que cela représente). Ceci, tout en renforçant les mécanismes inclusifs de gouvernance locale avec et au profit des collectivités et des communautés locales.
- L'importance de l'appui au maintien des services écosystémiques dont les fonctions de régulation des écosystèmes terrestres (et leur composante hydrique) et marins, qui malgré ses impacts essentiels sur les capacités productives (l'agriculture constitue encore l'activité principale pour plus de 70 % de la population rurale), ne figurent pas parmi les priorités dans les localités à situations socio-économiques fragilisées, telles que le Sud-Est et le Sud.
- Concernant l'appui institutionnel et la gouvernance, la nécessité de conjointement prendre le temps d'identifier les obstacles et les enjeux, définir le cadre du possible, et prioriser les actions à mener. Cet exercice est mené différemment aux niveaux central et local.

### 3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est basée sur la théorie de changement ci-dessous :

- **Si** les entités en charge de la gouvernance et de la gestion des ressources naturelles (RN) en périphérie des AP sont appuyées et outillées, les collectivités territoriales décentralisées et les services techniques déconcentrés sont appuyés et renforcés, **Et que** (i) les institutions appuyées bénéficient d'un cadre politique et institutionnel favorable à la mise en œuvre de leurs mandats, (ii) le gouvernement poursuit sa politique de décentralisation et alloue des fonds supplémentaires pour le développement des régions et des communes ; (iii) le MEDD maintient son orientation politique et encourage la déconcentration de ses services, **Alors** la gestion des services écosystémiques rendus par les AP et leur périphérie sera améliorée, et la gouvernance environnementale autour des AP sera renforcée.
- **Si** les acteurs locaux sont appuyés et capacités en matière de gouvernance environnementale et de coordination, mais également formés et appuyés en matière de valorisation, d'exploitation et de production durable des ressources agro-sylvo-pastorales et halieutiques, **Et que** (i) les conditions optimales de coordination intersectorielle sont réunies, (ii) le niveau de pauvreté et de vulnérabilité des populations ne se dégrade pas et ne génère pas de migrations massives vers les AP et leurs périphéries, (iii) les conditions de déploiement et de renouvellement des acteurs et opérateurs de terrain sont mises en place ; (iv) la participation des femmes et des jeunes est rendue possible de par la sensibilisation, la mobilisation et la mise en place d'une stratégie incitative ; **Alors** le développement durable des paysages productifs dans les communes partenaires sera renforcé, et des emplois verts seront créés à travers la gestion et l'exploitation durable des RN en périphérie des AP.
- **Si** les changements institutionnels nécessaires sont identifiés, l'expertise et la recherche mobilisées, les ministères et les plateformes de coordination renforcés et appuyés, les services techniques, les collectivités et les acteurs locaux appuyés et renforcés, **Et que** (i) les institutions appuyées bénéficient d'un cadre politique et institutionnel favorable à la mise en œuvre de leurs mandats, (ii) le gouvernement poursuit sa politique de décentralisation et alloue des fonds supplémentaires pour le développement des régions et des communes ; (iii) le MEDD maintient son orientation politique et encourage la déconcentration de ses services, **Alors** les réformes utiles à une meilleure gestion des AP et de leur périphérie seront identifiées et soutenues, et les capacités des acteurs locaux concernés par les enjeux de gestion des périphéries des AP seront renforcées et des actions seront entreprises et coordonnées.
- **Si** la gestion des services écosystémiques rendus par les AP et leur périphérie est améliorée, la gouvernance environnementale décentralisée en périphérie des AP est renforcée, les réformes utiles à une meilleure gestion des AP et de leur périphérie sont identifiées et soutenues, les capacités des acteurs locaux concernés par la prise de décisions liées aux enjeux de gestion des périphéries des AP sont renforcés et des actions adéquates sont entreprises et coordonnées ; **Et que** (i) un soutien politique en faveur du développement socio-économique respectueux de l'environnement en périphérie des AP est maintenu aux niveaux national, régional et local, (ii) il existe une demande du marché pour les services écosystémiques ; **Alors** les systèmes de gestion des services

écosystémiques rendus par les AP et leurs périphéries seront renforcés, la durabilité et l'inclusivité en matière d'aménagement du territoire et d'exploitation des RN en périphérie des AP seront renforcés, et le cadre institutionnel en terme de gestion concertées des écosystèmes et de développement durable en périphérie des AP sera renforcé, **Parce que** l'intégration des principes de gestion durable des écosystèmes, d'amélioration de la gouvernance et de responsabilisation des acteurs, contribue à la préservation et au bon fonctionnement des services écosystémiques, et parce que la gestion et l'exploitation rationnelle, durable et réfléchie des RN, associées au développement d'activités socio-économiques par et au profit des communautés sont des facteurs essentiels en matière de développement durable et inclusif sur un territoire.

- **Si** les systèmes de gestion des services écosystémiques rendus par les AP et leurs périphéries sont renforcés, la durabilité et l'inclusivité en matière d'aménagement du territoire et d'exploitation des RN en périphérie des AP sont renforcés, et le cadre institutionnel en termes de gestion concertée des écosystèmes et de développement durable en périphérie des AP est renforcé, **Et que** (i) les impacts des événements mondiaux n'affectent que de manière limitée l'économie nationale et les marchés internationaux, (ii) les institutions appuyées bénéficient d'un cadre politique et institutionnel favorable à la mise en œuvre de leurs mandats, (iii) les conditions optimales de coordination intersectorielle sont réunies, **Alors** le développement intégré et durable des écosystèmes et des communautés vivant en périphérie des AP sera soutenu, **Parce que** les acteurs locaux disposeront des outils et des structures nécessaires pour identifier et mettre en œuvre des actions offrant un meilleur équilibre entre croissance économique, protection de l'environnement et justice sociale."

### 3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaîne des résultats (@): Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
<b>Impact</b>	Soutenir le développement intégré et durable des écosystèmes et des communautés vivant en périphérie les aires protégées	Zones d'écosystèmes terrestres et d'eau douce a) sous protection, b) sous gestion durable avec le soutien de l'UE (km 2) [GERF/CREM 2.9]	0 km² (2024)	1.100 km² (2030)		<i>Non applicable</i>
<b>Réalisation 1</b>	Les systèmes de gestion des services écosystémiques rendus par les aires protégées et leurs périphéries sont renforcés	1.1 : Pourcentage des budgets communaux dans les zones d'interventions qui sont consacrés à des activités d'amélioration des services écosystémiques, et dont 25% tiennent compte des besoins spécifiques des femmes et des jeunes	1.1 : 0% des budgets communaux, dont 0% tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des jeunes (2024)  1.2 : 0% de baisse.	1.1 : 5% des budgets communaux dans les zones d'interventions sont consacrés à des activités d'amélioration des services écosystémiques, dont 25% tiennent compte des besoins spécifiques des femmes et des jeunes  1.2 : Les superficies brûlées ont diminué de 25% d'ici 2030 dans	1.1 Budgets et plans annuels des communes	Le soutien politique en faveur du développement socio-économique respectueux de l'environnement en périphérie des aires protégées est maintenu aux niveaux national, régional et local.  Il existe une demande du marché pour les

		1.2 : Pourcentage de diminution des superficies brûlées d'ici 2030 dans zones en périphérie des aires protégées sélectionnées (7 AP)	Les AP sélectionnées sont Marolambo, Midongy du Sud, Andohahela, Ankarafantsika, Ankarana, Analamerana et Montagne d'Ambre	zones en périphérie des aires protégées sélectionnées (7 AP)	1.2 Données issues du <i>Regional eastern Africa fire monitoring resource center</i> , à partir des images <i>Sentinel</i> utilisées par le MEDD	services écosystémiques.
--	--	--	--	--	--	--------------------------

Réalisation 2	La durabilité et l'inclusivité en matière d'aménagement du territoire et d'exploitation des ressources naturelles en périphérie des aires protégées sont renforcés	2.1 : Zones d'écosystèmes agricoles et pastoraux où des pratiques de gestion durable ont été introduites avec le soutien de l'UE (ha) [GERF/CREM 2.2]  2.2 : Nombre de petits exploitants agricoles ayant bénéficié d'actions soutenues par l'UE visant à accroître la production durable, l'accès aux marchés et/ou la sécurité foncière [GERF/CREM 2.1]	2.1 : 0 ha (2024)          2.2 : 0 (2024)	2.1 : 110.000 Ha d'écosystèmes agricoles et pastoraux (y inclus sylvicoles) ont bénéficiés de l'introduction de pratiques durables avec le soutien de l'UE   2.2 : 25.000 petits exploitants agricoles ont bénéficié d'actions soutenues par l'UE visant à accroître la production durable, l'accès aux marchés et/ou la sécurité foncière	2.1 Analyse des données et des images (drones et satellites) recueillies dans le cadre du système de suivi du projet       2.2 Système de suivi des bénéficiaires du projet dans lequel chaque exploitant est géoréférencé (pratiques et surfaces).	
Réalisation 3	Le cadre institutionnel en termes de gestion concertée des	3.1 : Nombre de réformes et décisions prises au niveau central en vue d'améliorer la	3.1 0 (2024)	3.1 : 15 (2030)	3.1 Dialogue avec ministères concernés – plan d'actions et rapport de mise en œuvre	

	écosystèmes et de développement durable en périphérie des aires protégées est renforcé.	gestion des AP et de leur périphérie  3.2 : Nombre de plateformes mises en place ou soutenues dans le cadre de la coordination intégrée des actions menées dans et autour des AP	3.2 0 (2024)	3.2 : 7 (2030)  (1 en DIANA, 1 autour d'Ankarafantsika, 1 autour de Marolambo, 1 autour de Midongy du sud, 1 autour d'Andohahela et 2 supplémentaires)	3.2 Dialogue avec acteurs concernés au niveau décentralisé – plan d'action et rapport de mise en œuvre	
<b>Produit 1 lié à la réalisation 1</b>	1.1 La gestion des services écosystémiques rendus par les aires protégées et leur périphérie est améliorée	1.1.1 : Les régions d'Anosy, Atsimo-Atsinanana, Boeny, Diana et Vatovavy-Fitovinany disposent chacune d'un système de suivi et d'évaluation des services écosystémiques.  1.1.2 : Nombre de mesures prioritaires pour améliorer les services écosystémiques d'approvisionnement qui sont adoptées au sein des communes d'intervention, à partir des plans d'aménagements existants, parmi lesquelles au moins 1 tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des jeunes.	1.1.1 : 0 système de suivi (2024).  1.1.2 : 0 mesures adoptées, dont 0 tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des jeunes.	1.1.1 : Les 5 régions d'intervention disposent d'un système de suivi et d'évaluation des services écosystémiques (2027)  1.1.2 : 3 mesures prioritaires pour améliorer les services écosystémiques d'approvisionnement sont adoptées par les conseils communaux dans 80% des communes d'intervention, à partir des plans d'aménagements existants, dont 1 mesure tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des jeunes (2028)	1.1.1 : Contrôle de la disponibilité du système dans chaque région, incluant une vérification de la mise à jour régulière des données (base semestrielle)  1.1.2 : Plans de travail annuels des communes d'intervention. Vérification annuelle des procès-verbaux des réunions des conseils communaux	Les institutions appuyées bénéficient d'un cadre politique et institutionnel favorable à la mise en œuvre de leurs mandats.  Le MEDD maintient son orientation politique sur le développement durable, et encourage la déconcentration de ses services.  Le gouvernement poursuit sa politique de décentralisation et alloue des fonds supplémentaires pour le développement des régions et des communes.
<b>Produit 2 lié à la réalisation 1</b>	1.2 La gouvernance environnementale	1.2.1 : Le nombre de décisions des Comités d'Orientation et de Soutien des aires protégées	1.2.1 : Aucune décision n'est intégrée dans les	1.2.1 : Pour chaque COSAP (7), 3 décisions sont intégrées dans les	1.2.1 : Plans de travail annuels des communes et des procès-verbaux des	

	décentralisée en périphérie des aires protégées est renforcée et rendue plus inclusive.	(COSAP) portant sur le développement des communautés riveraines, et qui sont intégrées dans le plan de travail des communes concernées, dont 1 mesure tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des jeunes.  1.2.2 : Les plateformes régionales de coordination intersectorielles dans les cinq régions d'interventions élaborent chacune un paquet de mesures pour améliorer les services écosystémiques de régulation dans le cadre de la mise à jour des plans régionaux de développement.	plans communaux, dont 0 tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des jeunes. Des COSAP sont prévus dans chaque AP (7)  1.2.2 : 0 paquet de mesures portant sur les services écosystémiques dans 0 région	plans communaux (total de 21 décisions), dont 1 mesure tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des jeunes (total de 7 mesures). A partir de 2026.  1.2.2 : 1 paquet de mesures portant sur les services écosystémiques dans 5 Régions (total de 5 paquets, 2027)	réunions des COSAP dans les 7 AP.  1.2.2 Examen annuel des procès-verbaux des plateformes de coordination (e.g. Comité régional d'aménagement du territoire et la Plateforme des gestionnaires des AP). Examen des Plans Régionaux de Développement et des plans de travaux annuels des régions.	
<b>Produit 1 lié à la réalisation 2</b>	2.1 Le développement durable des paysages productifs dans les communes partenaires est renforcé.	2.1.1 : L'augmentation des surfaces (en ha) sur lesquelles des pratiques agricoles et des pratiques d'élevage durables sont appliquées dans les communes partenaires  2.1.2 : L'augmentation des surfaces (en ha) sur lesquelles des pratiques forestières durables sont appliquées dans les communes partenaires	2.1.1 : 20.000 ha (2024, estimation des superficies développées avec l'appui d'autres projets/partenaires)  2.1.2 : 40.000 ha (2024, estimation des superficies développées avec l'appui d'autres projets/partenaires)	2.1.1 : Les surfaces sur lesquelles des pratiques agricoles et des pratiques d'élevage durables sont appliquées ont augmenté de 40.000 hectares dans les communes partenaires (2029)  2.1.2 : Les surfaces sur lesquelles des pratiques forestières durables sont appliquées augmentent de 70.000 hectares dans les communes partenaires (2029)	2.1.1 : Analyse des données et des images (drones et satellites) recueillies dans le cadre du système de suivi du projet. Examen annuel des statistiques du MINAE.  2.1.2 : Analyse des données et des images (drones et satellites) recueillies dans le cadre du système de suivi du projet. Examen annuel des statistiques du MEDD.	Les conditions optimales de coordination intersectorielle sont réunies.  Le niveau de pauvreté et de vulnérabilité des populations ne se dégrade pas significativement et ne génère pas de migrations internes massives vers les AP et leurs périphéries.
<b>Produit 2</b>	2.2 Des emplois verts sont créés à	2.2.1 : Le nombre de producteurs ayant augmenté leurs revenus à travers	2.2.1 : 0 (2024)	2.2.1 : 7.000 producteurs (H/F – JH/JF) ont augmenté leurs revenus à	2.2.1 : Système de suivi des bénéficiaires du projet dans lequel chaque producteur est	Les conditions de déploiement et de renouvellement des

<b>lié à la réalisation 2</b>	travers la gestion et l'exploitation durable des ressources naturelles en périphérie des aires protégées, avec un attention particulière pour les jeunes et les femmes	l'application de pratiques durables pour exploiter les paysages productifs en périphérie des AP (désagrégé par sexe)  2.2.2 : Le nombre de projets d'activités génératrices de revenus (AGR) et de micro-entreprises appuyés dans les communes partenaires comme alternatives à l'exploitation illégale des ressources naturelles dans les AP, dont la moitié bénéficie à des (groupements de) femmes ou des jeunes	2.2.2 : 0 (2024)	travers l'application de pratiques durables pour exploiter les paysages productifs en périphérie des AP  2.2.2 : 25 AGR et 25 micro-entreprises sont appuyées dans les communes partenaires comme alternatives à l'exploitation illégale des ressources naturelles dans les AP, dont la moitié (25) bénéficie à des (groupements de) femmes ou des jeunes	géo référencé (pratiques et surfaces).  2.2.2 : Système de suivi des bénéficiaires du projet, documentant le type d'activité, les appuis apportés, le nombre et le statut des bénéficiaires (âge et genre).	acteurs et opérateurs de terrain sont mises en place.  La participation des femmes et des jeunes est rendue possible de par la sensibilisation, la mobilisation et la mise en place d'une stratégie incitative
<b>Produit 1</b> <b>lié à la réalisation 3</b>	3.1 Les réformes utiles à une meilleure gestion des aires protégées et de leur périphérie sont identifiées et soutenues par l'action.	3.1.1: Nombre de sujets/projets de réformes soutenus par l'action et portés auprès des ministères techniques (MEDD, MinAE, MPEB)	3.1.1: 0 (2024)	3.1.1 : minimum 15 (2030)	3.1.1: rapports de mise en œuvre, compte-rendus des réunions du Comité de Pilotage, etc.	
<b>Produit 2</b> <b>lié à la réalisation 3</b>	3.2 Les capacités des acteurs locaux concernés par la prise de décisions liées aux enjeux de gestion des périphéries des aires protégées sont renforcées et des actions adéquates sont prises et coordonnées.	3.2.1 : Nombre de décisions et d'actions structurantes prises au niveau local en vue de gérer durablement les AP et développer leur périphérie	3.2.1: 0 (2024)	3.2.1 : minimum 10 (2030)	3.2.1: rapports de mise en œuvre, compte-rendus des réunions du Comité de Pilotage, etc.	

## 4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Madagascar.

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire : S/O

### 4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>37</sup>.

#### 4.4.1 Gestion directe (subventions)

##### **Subventions (gestion directe):**

##### **a) Objet de la (des) subvention(s)**

Pour atteindre les résultats escomptés en matière de développement en périphérie des AP, il sera fait recours à l'emploi d'une ou plusieurs subventions. Celle(s)-ci concourra/(ont) à :

OS2 : Produits 2.1 et 2.2, par exemple pour des actions relatives à l'économie verte et/ou des appuis aux micro-entreprises, généralement en complément des actions de la gestion indirecte (voir infra, § 4.4.3), et plus particulièrement dans les zones AP Marolambo, Midongy du sud, Andohahela

La possibilité d'un recours à une subvention à travers un jumelage constitue également une option. Des appuis de type TAIEX sont également envisageables.

##### **b) Type de demandeurs visés**

ONG internationales et locales, centre technique ou de recherche, etc., ayant une expérience avérée dans les domaines suivants : appui aux acteurs locaux (CTD<sup>38</sup>, STD<sup>39</sup>, communautés, etc.), activités génératrices de revenus, accompagnement/appui conseil pour les producteurs agro-pastoraux, promotion des chaînes de valeur, agroécologie, promotion du genre, gestion des conflits, etc.

Les acteurs présents autour des AP n'étant pas encore tous identifiés/connus, les demandeurs restent encore à identifier dans une large mesure. Ils seront de nature différente, au cas par cas selon la localisation des AP.

#### 4.4.2 Gestion directe (marchés publics)

Concourant à l'atteinte des objectifs et résultats attendus de l'Action, et plus spécifiquement à l'objectif spécifique 3 : Renforcer le cadre institutionnel en termes de gestion concertée des écosystèmes et de développement durable en périphérie des aires protégées.

Un marché de service pour une Assistance Technique sera initié.

<sup>37</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

<sup>38</sup> Collectivité Territoriale Décentralisée

<sup>39</sup> Service Technique Déconcentré

#### 4.4.3 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants:

- Engagement de long terme dans le secteur de l'environnement
- Capacité opérationnelle et financière à mettre en œuvre les activités définies
- Règles d'éthiques solides et reconnues en matière financière, transparence, capacité à mobiliser des fonds supplémentaires au profit du secteur
- Capacités de l'entité à établir un cadre partenarial permettant de couvrir une grande partie des objectifs de l'action.

La mise en œuvre par cette entité sera complétée par les actions envisagées en gestion directe (subvention(s), voir supra, § 4.4.2) ; elle implique l'atteinte des Objectifs Spécifiques (réalisations) 1 & 2 de la présente action. A savoir, « Renforcer les systèmes de gestion des services écosystémiques rendus par les AP et leurs périphéries » et « Renforcer la durabilité et l'inclusivité en matière d'aménagement du territoire et d'exploitation des ressources naturelles en périphérie des aires protégées ».

#### 4.4.4 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative) :

##### 4.4.4.1.

Au cas où la gestion directe ne pourrait pas être mise en œuvre en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Commission, une partie de la présente action (§ 4.4.1 et § 4.4.2 couvrant les OS2 et OS3) peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une/plusieurs entité(s) qui sera/seront sélectionnée(s) par les services de la Commission au moyen des critères suivants:

- Engagement de long terme dans le secteur de l'environnement
- Capacité opérationnelle et financière à mettre en œuvre les activités définies
- Règles d'éthiques solides et reconnues en matière financière, transparence, capacité à mobiliser des fonds supplémentaires au profit du secteur
- Capacités de l'entité à établir un cadre partenarial permettant de couvrir une grande partie des objectifs de l'action.

##### 4.4.4.2

Au cas où la gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution ne pourrait pas être mise en œuvre en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Commission, une partie de la présente action (§ 4.4.3) peut être mise en œuvre en gestion directe à travers l'octroi de subvention(s).

(a) Objet de la (des) subvention(s)

OS1 (produits 1.1 et 1.2), OS2 (produits 2.1 et 2.2)

(b) Type de demandeurs visés

ONG internationales et locales, centre technique ou de recherche, etc., ayant une expérience avérée dans les domaines suivants : gestion de services écosystémiques, gouvernance environnementale, appui aux acteurs locaux (CTD, STD, communautés, etc.), activités génératrices de revenus, accompagnement et appui conseil pour les producteurs, promotion des chaînes de valeur, agroécologie, promotion du genre, gestion des conflits, etc.

#### 4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVDCI – Europe dans le monde).

#### 4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)
<b>Objectif Spécifique 1 (OS1) :</b> Les systèmes de gestion des services écosystémiques rendus par les aires protégées et leurs périphéries sont renforcés.	
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – voir section 4.4.3	7 000 000
<b>Objectif Spécifique 2 (OS2) :</b> La durabilité et l'inclusivité en matière d'aménagement du territoire et d'exploitation des ressources naturelles en périphérie des aires protégées sont renforcés.	
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – voir section 4.4.3	14 500 000
Subvention(s) (gestion directe) – voir section 4.4.1	1 700 000
<b>Objectif Spécifique 3 (OS3) :</b> Le cadre institutionnel en termes de gestion concertée des écosystèmes et de développement durable en périphérie des aires protégées est renforcé.	
Marchés publics (gestion directe) – voir section 4.4.2	4 600 000
<b>Évaluation</b> – voir section 5.2	200 000
<b>Audit</b> – voir section 5.3	100 000
<b>Provision pour dépenses imprévues</b>	400 000
<b>Totaux</b>	28 500 000

#### 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

La gestion et la coordination sectorielle de l'action seront concrétisées par :

**Un dispositif de pilotage :** Le comité de pilotage (COPIL) se réunira au moins une fois par an pour discuter des questions stratégiques et fournir des orientations pour relever les défis de planification et mise en œuvre de l'action. La composition et le mandat du comité de pilotage seront décidés par la Délégation de l'UE et le ministère de l'Economie et des Finances, suite à la signature de la convention de financement et des différents contrats et pourront inclure, sans y être limités : le ministère de l'environnement et du développement durable, le ministère de l'agriculture et de l'élevage, le ministère de la pêche et de l'économie bleue, la cellule de l'ordonnateur national (BACE), les partenaires de mise en œuvre, les collectivités territoriales décentralisées, la société civile, etc. Ce dispositif de coordination et de dialogue favorisera les principes d'appropriation et d'harmonisation, d'alignement, de responsabilité mutuelle et de gestion axée sur les résultats.

**Un dispositif de suivi de mise en œuvre des opérations :** Des réunions périodiques seront organisées entre la Délégation de l'UE à Madagascar et chacun des partenaires de mise en œuvre, afin de mettre en place un suivi

rapproché des activités, aligner les activités avec le dialogue politique et sectoriel et assurer la coordination avec les autres partenaires techniques et financiers.

Le ministère de l'Economie et des Finances, en tant que représentant de la République de Madagascar, et dans le cadre de ses prérogatives en matière de suivi des actions en soutien aux politiques nationales sur financement extérieur, participe aux structures de gouvernance du programme. Les modalités concrètes de la participation seront définies par échange de lettres au moment du lancement effectif du projet.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

Dans le cadre de cette convention de financement, les partenaires de mise en œuvre seront autorisés à ouvrir un compte en Euros. Ils seront aussi autorisés à convertir les Euros en devises au rythme de leurs besoins et seront donc dispensés de la nécessité de convertir les devises en Ariary sous 30 jours.

## 5 MESURE DES PERFORMANCES

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités des partenaires chargés de la mise en œuvre de l'action ou de composantes de celle-ci. À cette fin, les partenaires chargés de la mise en œuvre mettent en place un système permanent de suivi et de contrôle interne, technique et financier de l'action et élaborent régulièrement des rapports d'avancement (semestriels ou annuels en fonction de la nature des obligations contractuelles) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

#### **Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :**

Une étude de base sera conduite au cours de la première année de l'action afin de recueillir les valeurs de référence des indicateurs de suivi, cette étude sera couplée par une étude genre. Un système de suivi-évaluation sera développé et mis en place au démarrage de l'action, il déterminera les modalités de suivi et les fréquences de renseignement et de transmission des diverses fiches de suivi des indicateurs.

L'Assistance Technique mentionnée dans le document aura un rôle crucial à jouer non seulement dans la mise en œuvre des appuis institutionnels, mais également dans les interrelations entre les 3 composantes ; elle sera également active et en appui aux actions spécifiques de gouvernance environnementale, et en terme de suivi-évaluation de l'INTV de l'action PADIPAP (au niveau d'OPSYS, notamment).

Le ministère de l'Economie et des Finances, en tant que représentant de la République de Madagascar, et dans le cadre de ses prérogatives en matière de suivi des actions en soutien aux politiques nationales sur financement extérieur, est destinataire des documents contractuels pour ces actions, de toute information de suivi technique et financier provenant des responsables de la mise en œuvre, ainsi que des rapports d'évaluation de celles-ci, au même titre que l'Autorité Contractante. Il peut aussi collecter des informations qu'elle juge pertinentes auprès des responsables de mise en œuvre et effectuer des visites de suivi de ces projets sur ses propres ressources.

### 5.2 Évaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation finale sera menée pour la présente action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants ou dans le cadre d'une mission conjointe par un partenaire chargé de la mise en œuvre.

Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que l'action s'inscrit dans une initiative « Equipe Europe » et

s'articule autour de plusieurs autres actions auxquelles elle se veut complémentaire (FAMINDRA, PACTE VERT), ceci afin de fournir une vue d'ensemble dans le cadre de l'impact plus large de l'initiative.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins trois mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collabore de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

S'agissant d'une action qui s'inscrit dans l'initiative « Equipe Europe Pacte vert », l'évaluation sera menée conjointement avec les Etats Membres.

### 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

## 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE – Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire<sup>40</sup> (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

- d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficaces des performances;
- de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);
- de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

<b>Niveau action (appui budgétaire, financement mixte)</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	action individuelle	action présente: tous les contrats pour cette action
<b>Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)</b>		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	S/O
<b>Niveau Contrat</b>		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	
	(...)	
<b>Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)</b>		
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	S/O